

**PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN**

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES

JMG/AG

**A R R E T E**

n° **991380** du **23 JUIN 1999** portant  
prescriptions complémentaires à la Société CUMMINS WÄRTSILÄ pour ses  
dépôts de liquides inflammables et huiles, et son installation de distribution de  
carburants, situés en berge gauche de l'Ill, et pour l'assainissement des  
voiries du site assainies vers le réseau public sur son site industriel, 1 rue de  
la Fonderie à MULHOUSE

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 18 ;
- VU** les récépissés de déclaration des 5 janvier 1966, 14 juin 1978, 20 février 1987 et 2 février 1988 concernant respectivement l'exploitation de :
- un dépôt de 1 600 m<sup>3</sup> de fuel lourd
  - une installation de distribution de liquides inflammables,
  - un dépôt de 60 m<sup>3</sup> de fuel lourd,
  - un dépôt de 100 m<sup>3</sup> de fuel oil domestique ;

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
*Liberté - Egalité - Fraternité*

.III.

## **ARRÊTE**

### ARTICLE 1ER -

L'exploitant de la Sté CUMMINS WARTSILA, dont le siège social est 1 rue de la Fonderie – BP 1210 – 68054 MULHOUSE CEDEX, est tenu de se conformer dans les délais impartis, aux prescriptions définies aux articles suivants qui s'appliquent à ses installations de stockage de liquides inflammables et huiles, et à l'installation de distribution de liquides inflammables situés en berge gauche de la rivière ILL, ainsi qu'aux voiries et parking du site industriel, de son site industriel de la rue de la Fonderie à MULHOUSE.

### ARTICLE 2 - STOCKAGES ET AIRES DE DEPOTAGE ET MANUTENTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES ET HUILES

#### **2.1 Dimensionnement des cuvettes de rétention des stockages -**

Dans un délai de deux mois :

- ⊖ Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols devra être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

Toutefois pour les stockages de fuel lourd, la capacité de la cuvette peut correspondre à la plus grande des deux valeurs suivantes

- 50% de la capacité du plus grand réservoir
- 20% de la capacité globale des réservoirs contenus.

Dans un délai de six mois :

- ⊖ Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :
  - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,
  - dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts,
  - dans tous les cas, 800 litres minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
- ⊖ Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants (et notamment les solvants et huiles souillés) devront être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

.../...

.V.

- Ce dispositif de traitement sera dimensionné de telle sorte qu'à sa sortie, les eaux résiduaires ne présentent pas une concentration en hydrocarbures totaux supérieure à 10 mg/l.

### ARTICLE 3 - INSTALLATION DE DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES

#### **3.1 Aire de distribution**

- L'aire de distribution est constituée par la partie accessible à la circulation des véhicules du rectangle englobant les zones situées à moins de 3 mètres de la paroi de l'appareil de distribution.

La partie de l'aire de distribution ou de remplissage, protégée des intempéries par un auvent, pourra être affectée d'un coefficient 0,5 pour déterminer la surface réelle à protéger, prise en compte dans le calcul du dispositif décanteur-séparateur.

Dans un délai de deux mois :

- L'aire de distribution ou de remplissage devra être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés devront avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

Les rejets provenant de l'aire de distribution ou de remplissage ne devront pas présenter une concentration en hydrocarbures totaux supérieure à 10 mg/l.

#### **3.2 Extérieur de l'emprise au sol de l'aire de distribution**

Dans un délai de 2 mois un dispositif de collecte, indépendant de celui mentionné à l'article 3.1. sera prévu en vue de recevoir les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de distribution visée à l'article 3.1.

Sous réserve que les aires extérieures à l'aire de distribution ne constituent pas des aires particulières telles que celles définies aux articles 2.1 (cuvettes de rétention) et 2.3 (aires de dépotage et manutention) qui doivent respecter les dispositions du présent arrêté qui leurs sont applicables en propre, les eaux pluviales qui y auront ruisselé ne pourront être rejetées en continu dans le milieu naturel (rivière, canal) à compter du 31 décembre 1999, qu'après passage dans un décanteur-séparateur d'hydrocarbures.

En sortie de ce dispositif d'épuration, les eaux résiduaires ne devront pas présenter une concentration en hydrocarbures totaux supérieure à 10 mg/l.

.../...

.VII.

**ARTICLE 8-**

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de MULHOUSE et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de MULHOUSE pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le **23 JUIN 1999**

Le Préfet,

Pour le Préfet,

et par délégation,

~~Le Secrétaire Général~~

**Signé : O. LAURENS-BERNARD**

Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :



Christian AULEN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.